

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

5 AU 11 DECEMBRE 1991

N° 848

10,00 F



DANGER

L'Europe fasciste

La lepénisation de l'Europe devient une réalité affligeante qui ne se démentit pas au fil des élections et au vu de l'activisme xénophobe qui est mené un peu partout sur le vieux continent.

La crise économique entraîne de plus en plus d'exclus dans le sillage de partis extrême-droitières démagogiques, toujours en quête d'une légitimité populaire.

La préférence nationale, érigée en une vertu nouvelle, conduit à la recherche de boucs émissaires et à l'exclusion que l'on connaît. Triste Europe, en vérité, que voici !

La percée des extrêmes droites dans l'Europe (Suède, Belgique, Autriche, Pologne...) et l'activisme des skinheads néo-nazis en Allemagne rappelle de fâcheux souvenirs.

A l'heure de la construction européenne et du sommet de Maastricht sur l'unification politique, sur la création à terme d'une « nation », les crispations sur les identités nationales ou régionales et la défense des « sacrifiés » de l'Union sont des thèmes qui rapportent gros à ceux qui défendent l'Etat-nation et l'ordre national-populiste.

Si l'histoire ne se répète pas, elle bégaie. En ce sens, les politiques des différents gouvernements européens de l'Ouest qu'ils soient libéraux, conservateurs ou sociaux-démocrates se soldent par un développement du chômage, de la précarité, de la pauvreté. A l'Est, l'introduction des mécanismes du marché a des effets destructeurs sur les économies, le chômage atteignant très vite des taux proches, voire plus élevés qu'à l'Ouest. Le bouc émissaire se retrouve être encore une fois l'étranger, l'immigré, celui qui de toute façon n'a pas son mot à dire.

Dans les années 30, c'est sur la crise économique que s'était appuyée les différents mouvements fascistes européens pour parvenir à leurs fins. On a souvent mis en avant l'idéologie raciste de ces formations en oubliant, sous-estimant toujours les conditions économiques et sociales, les politiques gouvernementales de l'époque qui ont conduit à ces victoires.

Aujourd'hui encore, la lutte antifasciste reste axée pour l'essentiel sur la dénonciation des thèmes xénophobes, du retour de l'ordre moral et des relets vichystes, à la manière du *Manifeste* de Cambadélis, député PS et, dans une moindre mesure, de l'Appel des 250.

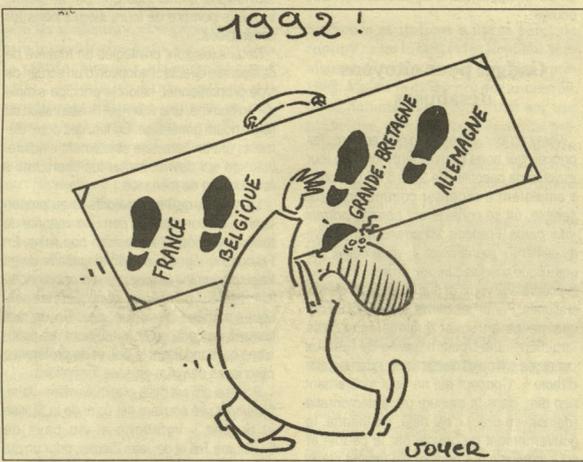
Dans le même temps, le gouvernement propose et vote des lois, concernant l'immigration, la protection sociale, l'emploi qui, loin de remettre en cause le Front national lui donne des atouts pour continuer la banalisation et la légitimation de ces idées. Quant aux problèmes des banlieues qui posent expressément la question de l'exclusion sous tous ses aspects : économiques, sociaux, politiques, on se satisfait des plans du ministre de la Ville, Delebarre, qui vise à stabiliser au mieux une situation et à mettre en place des instruments de contrôle social pour éviter des situations de non-retour.

Quant au mouvement antifasciste radical, sa faiblesse organisationnelle l'empêche d'être à la hauteur des événements et de peser dans les débats politiques en cours.

L'Europe : accouchement douloureux ?

Les extrêmes droites dans toute l'Europe à l'Ouest comme à l'Est cimentent autour des questions identitaires et du corporatisme économique (Etat, entreprise) des couches sociales en voie de paupérisation (voir le cas le plus frappant de l'ex-RDA où sont mis au chômage des centaines de milliers de personnes). Les bourgeoisies et les classes moyennes nationales mises sur la touche par la formation du marché européen et mondial, les « exclus nationaux » pour qui l'étranger est responsable de sa « déchéance » sont les deux principaux vecteurs de ce développement.

Les raisons d'être inquiet pour l'avenir ne manquent pas. Car, que l'Europe réussisse ou échoue, les « ingrédients » du succès populaire des idéologies conservatrices, réactionnaires, libérales-autoritaires (comme on pourrait surnommer aujourd'hui le gouvernement Cresson) ont de fortes chances de ne pas disparaître, au contraire.



CONFLIT SERBO-CROATE

La lâcheté des Douze

La Yougoslavie vole en éclat. Serbes et Croates ne se contentent plus, depuis quelques semaines, de se regarder en chiens de faïence, ils s'entre-tuent.

L'Europe des Douze, muette, laisse la situation se dégrader... ce contre quoi Victor Lapp s'insurge ici.

Par ailleurs, à l'occasion de ce drame européen, le *Monde libertaire* vous propose un dossier « Yougoslavie » en pages 4 et 5. Dossier réalisé par nos amis libertaires « yougoslaves » de Paris, du groupe Kamov.

La guerre civile yougoslave met en lumière la fin de l'Europe. Alors qu'on nous abreuve de « construction européenne », d'unité économique et politique, de la « maison commune » de l'Atlantique à l'Oural, une guerre et des massacres dignes de temps révolus se déroulent sous nos yeux, à notre porte, et nos gouvernants européens ne trouvent rien d'autre que se gargariser de constitution, de fausses factures et d'inaction sociale.

Après la participation, au nom du « droit », aux destructions du Golfe, l'Europe assiste, en brassant un peu d'air malsain, aux règlements de comptes de deux peuples, sans lever d'autre petit doigt que l'« aide humanitaire » après les massacres, pendant que d'autres se perpétrent entre deux hypothétiques cessez-le-feu. Le droit international, tel qu'on l'a défini pour détruire l'Irak, se moque du droit des gens qui meurent sous les bombes d'une guerre sale. Après tout, les Croates n'avaient qu'à avoir du pétrole !

Le mal des traités

L'Europe n'aurait-elle pas la puissance nécessaire pour imposer un arrêt des hostilités ? Serait-elle trop faible, après avoir combattu quasiment sans pertes (pour elle uniquement) l'Irak, présenté comme ayant la quatrième armée du monde ? La question n'est certainement pas là. On pourrait dire que l'Europe manque de volonté. Je ne le crois pas. Sa volonté est de ne pas arrêter les combats. Les destructions promettent de futurs marchés de reconstruction - à son profit cette fois-ci. Ces combats sont aussi, pour une Europe repue et protégeant les richesses pillées dans le tiers monde, une preuve de l'immatrité de ces peuples de l'Est, asservis pendant des siècles, et dont on a organisé, par les traités de Versailles et de Yalta, les conflits et attisé les haines. Bientôt sera ainsi justifiée une tutelle européenne sur un pays détruit et dépendant.

Le quotidien *la Truffe* a vécu. Lancé le 29 septembre dernier, à grand renfort de publicité, ce quotidien, qui se voulait différent, a déposé son bilan.

Journal sans publicité, bâti sur des scoops hors de l'actualité, il n'aura pas su accrocher le lecteur. Douze millions de francs de pertes, 75 salariés sur le carreau... le bilan est globalement négatif. Tant d'esbrouffe au départ pour un si piètre résultat...

La presse française ne brille guère par son originalité. Aux ordres, elle aime s'étaler sur certains événements plutôt que sur d'autres. De la Lybie terroriste, tout le monde en parle, mais du terrorisme des tenants du nouvel ordre mondial, qui en cause ?

La Truffe aurait pu être un bon journal d'investigation s'il n'avait été porté sur les fonts baptismaux par quelques fils de pub et autres vedettes médiatiques, plus habitués aux lambris des salons et aux honneurs qu'à la dure réalité du terrain.

La Truffe, vendu comme un produit « dans le vent », s'est essouffé sans jamais satisfaire un public blasé, voire lassé, par la fantaisie naïve, qui cherche de l'authentique, loin des facéties du bien nommé Karl Zéro.

Un journal qui disparaît, ça n'est jamais bon signe, quand bien même il s'agirait de la trop superficielle *Truffe*.

Dans ce conflit, on nous présente une lutte entre des fédéraux centralisateurs et des partisans anciens collaborateurs des nazis. Le ridicule n'a pas encore pris ceux qui énoncent de telles âneries. Quarante-six ans après la fin du nazisme, la plus grande partie de la population n'a pas connu cette période. Quand bien même ce serait le cas, cela justifierait-il la destruction totale de villes, des victimes civiles par milliers, le démantèlement des structures économiques et la paupérisation d'une population toute entière ?

La lâcheté européenne s'étend jusqu'aux médias, lesquels justifient, par leur silence, les atrocités commises. Silence ? Presque, car ce n'est pas donner à ces événements leur juste place que de les traiter en quatrième ou cinquième position dans le journal de vingt heures, après les exploits d'un rameur ou les discussions stériles de procès pour fausses factures où les principaux coupables ont été amnistiés avant d'être jugés. « *Du pain et des jeux* » demandait-on dans l'Antiquité. Aujourd'hui, faute de pain, on insiste sur les jeux macabres.

Voilà l'Europe qu'on nous propose : une communauté de protection des richesses mal acquises, une structure bâtie contre le reste du monde afin d'éviter de partager équitablement lesdites richesses. C'est de cette union politique-là qu'il sera question à Maastricht (Pays-Bas) pour le sommet de ceux qui se lavent les mains des massacres yougoslaves. L'Europe est morte à Vukovar. Celle qui se crée n'est qu'un nationalisme de plus.

Victor Lapp

T2137 - 848 - 10,00 F



(suite p. 3)

F°P. 2520

LE VERBE ELECTORALISTE A L'USAGE DE L'ELECTEUR DÉÇU

La démocratie directe

« Les démocraties reconnaissent le droit des majorités à dicter la loi aux minorités... Le fait d'avoir la majorité n'est nullement la preuve d'avoir raison. Loin de là, l'humanité a toujours été impulsée en avant par l'initiative et l'action d'individus et de minorités, tandis que la majorité est par nature lente, conservatrice, obéissante au plus fort, à ceux qui se trouvent dans des positions avantageuses précédemment acquises.

Mais si nous n'admettons en rien le droit des majorités à dominer les minorités, nous rejetons encore plus le droit des minorités à dominer les majorités. Il serait, en effet, tout aussi absurde de soutenir que quelqu'un a raison parce qu'il est en minorité. S'il existe à toutes les époques des minorités avancées et progressistes, il y a également des minorités arriérées et réactionnaires ; et s'il existe des hommes de génie qui devancent leur époque, il y a aussi des fous, des imbéciles particulièrement inertes, qui se laissent entraîner par le courant dans lequel ils se trouvent.

En outre, le problème essentiel n'est pas d'avoir raison ou non : il s'agit avant tout de la question de la liberté pour tous, de la liberté pour chacun d'entre nous, qui ne viole pas la liberté des autres.

Persone ne peut juger de façon certaine qui a raison ou non, qui est le plus près de la vérité, et quelle voie conduit le mieux au bonheur pour chacun et pour tous. La liberté constitue l'unique moyen pour arriver, à force d'expérience, à la vérité et au meilleur ; et il n'y a pas de liberté si la liberté de se tromper n'existe pas.

C'est pour cela que nous considérons comme nécessaire de parvenir à la cohabitation pacifique entre majorité et minorité par l'intermédiaire d'un libre accord, d'une mutuelle compréhension, de la reconnaissance intelligente des nécessités pratiques de la vie collective et de l'utilité des transactions que les circonstances rendent nécessaires. »

E. Malatesta

La lecture d'un tel texte à le privilège d'indiquer clairement et en peu de mots combien la démocratie tant vantée par les tenants du

peuvent, qu'ils soient libéraux ou socialistes, n'est qu'une faribole pour amuser le bon peuple, et surtout combien nos aspirations libertaires en sont éloignées. « Liberté-Egalité-Fraternité » est une devise autant pompeuse que vide de sens. La liberté demeure toute théorique en des garde-fous institutionnels. L'égalité, on la cherche vainement au niveau de l'habitat, du travail, de la fiche de paie, des loisirs... La fraternité, elle, disparaît sous des monceaux d'hypocrisie. La grande truanderie domine. Ceux que l'électeur béat hisse au sommet de la pyramide sociale sont vite oubliés de leurs engagements passés. Avec les socialistes, nous devons connaître, enfin, l'ère de la justice. Équité pour tous. Aujourd'hui, ô scandale ! voilà que l'on découvre que ces messieurs de la rue Solferino savent aussi bien que la droite manier le double langage et se perdre en les méandres des arcanes financières du pouvoir.

Gadget pour citoyens désabusés

Votez un jour, et voyez ce qu'il advient : les princes qui nous gouvernent, forts de leur majorité de pacotille, de leurs 51% de votes, s'emploient à régenter comme bon leur semble, en se considérant comme *primus inter pares*. François Mitterrand s'en trouve quasiment « monarchisé », voire déifié, par une clique médiatique aux ordres. Envoyez la poudre aux yeux, et autres gadgets démocratiques. Parmi ces derniers, il en est un qui commence à trouver quelque écho dans l'opinion - une opinion gavée de fumeux concepts -, il s'agit du terme de « démocratie directe ». Concept qui ne veut strictement rien dire, dans la mesure où la démocratie (*demos*, en grec) c'est déjà, en théorie, le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. La démocratie directe serait alors cette poudre miracle, lavant plus blanc que blanc. La mode est telle que sans savoir

ni quoi ni qu'est-ce certains libertaires s'oublient à en user.

La démocratie directe serait véritablement séduisante aux libertaires si elle correspondait un tant soit peu à leurs aspirations en matière de fédéralisme et de gestion directe, voire d'action directe, hélas, il n'en est rien, et pour cause : les tenants de la démocratie directe n'ont pas l'intention d'abdiquer une once de pouvoir politique en faveur de la multitude ; politiciens ils sont, politiciens, ils demeurent. Qui, en effet, se soucie de revendiquer cette démocratie directe ? A y bien regarder, seuls s'en trouvent les partisans de petites formations politiques frustrés par le mode de scrutin majoritaire, que l'on connaît actuellement. Verts, Front national, PCF, voire formations trotskystes, s'en réclament. Les uns en raison de leur absence de représentation au Parlement, les autres du fait de leur baisse d'influence qui, par là-même, réduit le nombre de leurs sièges dans les assemblées.

Deux axes sont privilégiés en matière de démocratie directe : l'adoption d'un scrutin de type proportionnel, selon le principe simple d'« un homme, une voix », et l'instauration du référendum généralisé. En fait, ces deux éléments ont un caractère strictement électoraliste, ce qui devrait inviter les libertaires à faire preuve de méfiance.

Le scrutin, qu'il soit majoritaire ou proportionnel, ne constitue en rien une variante de taille en matière d'expression populaire. En France, où règne le scrutin majoritaire ou en Italie, où domine le scrutin à la proportionnelle, les enjeux demeurent identiques, les politiques menées ne varient pas. En un mot comme en cent, ce sont toujours les politiciens qui conduisent le bal, et de préférence ceux issus des plus grosses formations.

Pour ce qui est de la pratique référendaire, l'exemple cité souvent est celui de la Suisse et de ses « votations ». Au pays de Guillaume Tell et de Jean Ziegler, pour un oui comme pour un non, on vote. Il suffit de lancer une pétition et d'attendre que les signataires affluent pour voir éclore les référendums. Certains sont sympathiques comme celui qui, l'an passé, consistait à supprimer l'armée, d'autres lorsqu'ils visent les immigrés, par exemple, le sont moins. Le système helvétique est poudjastice au possible. La classe politique traditionnelle mène la danse, et accessoirement les lobbies divers et variés qui apparaissent à la faveur de l'acte référendaire imposent des réajustements dignes bien souvent d'un chipotage mesquin à propos du quotidien. Pas de quoi fouetter un chat en vérité. La Suisse n'est pas un havre socialiste libertaire... ça se saurait ! Au pays de l'Union des banques suisses, de Sandoz et de Nestlé, il ne faut pas rêver.

Les libertaires sont des gens exigeants, que rien de superficiel ne peut satisfaire. Les mesures tronquées ne sont pas à l'ordre du jour dans le beau programme qu'ils s'efforcent à développer. La démocratie directe, qui singulièrement pourrait voir se côtoyer anarchistes et lepénistes en cas de mauvaise compréhension du terme et des objectifs de chacun, a le caractère d'un gadget jeté en pâture à des citoyens désabusés. L'abstention atteint des sommets, qu'à cela ne tienne, on va changer le mode de scrutin comme si le malaise plus profond que symbolise cette

abstention pouvait disparaître par là-même. Si cela ne suffit pas, vous verrez que l'on en viendra à rendre systématique la pratique référendaire. Il ne s'agira plus de glisser un bulletin dans l'urne à propos de « grands » sujets du genre guerre d'Algérie, décentralisation gaullienne ou encore Kanaky. Tout sera bon pour inviter le peuple à mettre son grain de sel dans les affaires du pays. On statuera sur le sort des immigrés comme sur celui des espaces verts. Grands et petits sujets seront traités, jusqu'à présenter un caractère égal prêtant à confusion. De graves décisions peuvent ainsi être prises : le rétablissement de la peine de mort, la recriminalisation de l'homosexualité, l'interdiction pour les étrangers de percevoir des allocations, l'expulsion de ces mêmes immigrés. Le Front national, qui crie « *Tous pourris* » au sujet de la « bande des quatre », et qui par là-même vise à déconsidérer les institutions parlementaires, sait le profit qu'il peut tirer de la *vox populi*.

Vox populi, vox dei dit si bien le proverbe. La démocratie directe est l'affirmation de la supériorité de la masse électorale sur les parlementaires. Que les parlementaires soient des aigrefins ou des charlots ce n'est pas une raison, dans un grand élan d'antiparlementarisme inconsidéré, pour les remplacer par un prétendu pouvoir populaire où dominerait le « bon sens français ». L'Histoire nous apprend que de pouvoir réellement populaire il n'y en a guère eu qu'en des périodes révolutionnaires bien particulières, et par conséquent en des périodes où la question n'était pas si souvent de mise. Invariablement, le pouvoir populaire n'a donc jamais bien fait long feu, coïncé qu'il était entre des pratiques parfois arbitraires, correspondant à un caractère de la situation, et les coups de boutoir de l'adversaire. La Commune de Paris, la Russie de février 17, les Conseils italiens après la Première Guerre mondiale, l'Ukraine de Makhno ou encore l'Espagne libertaire et quelques autres phénomènes du genre sont, à ce propos, pleins d'enseignements.

Méfions-nous des imitations politiciennes

Dans l'immédiat, en une période non révolutionnaire où la rupture avec les institutions n'est pas à l'ordre du jour, quelle forme peut avoir le prétendu pouvoir populaire ? Dans la mesure où il s'agirait d'une offrande du politique, il ne pourrait qu'avoir l'apparence sinistre que veulent lui donner tous les aspirants au populisme. Le credo serait, à n'en pas douter, le suivant : entre moi (le politicien) et le peuple, point d'intermédiaire. En des temps où le gouvernement conduit ses actions à coups d'article 49-3, privant le Parlement du pouvoir de voter, il serait assez tentant de supprimer les prérogatives des députés et sénateurs. Edith Cresson et son parler franc (son parler peuple) ne vise-t-elle pas cet objectif ? Lorsque la classe politique a pour noms Cresson, Charasse, Le Pen ou Tapie, et que la République française prend de plus en plus l'allure d'une république romaine en quête d'hommes nouveaux, d'un Jules César ou d'un Auguste, on est en droit de se poser la question.

Il ne s'agit pas ici de défendre le système actuel, loin s'en faut, car c'est bien lui qui nous conduit au précipice populiste, bassement démagogique (car la démagogie n'est bien entendu pas étrangère à la chose). Il s'agit de dénoncer sans ambiguïté la menace que constitue cette mode de langage, précédant la pratique, qu'est l'adoption du terme de « démocratie directe ».

Les anarchistes se doivent, lorsqu'ils veulent parler de rendre justice au peuple, et au

travers des individus qui le compose, d'user du terme de « libre association », de parler de contrat associatif entre les producteurs, de souligner le rôle fondamental des assemblées de producteurs délibérant sans idée de leadership et ceci pour le bien commun. Si à force d'association mutuelle on en venait à constituer un tissu coopératif aux dimensions fédéralistes où la gestion ne serait plus confiée à une quelconque élite patronale, mais à des travailleurs conscients de leurs responsabilités et au fait de leurs tâches, nous aurions fait là un grand pas en direction non pas de la démocratie directe, mais des conseils ouvriers (ou soviets). Les termes encore vagues dans les esprits de gestion directe et d'action toute aussi directe n'en seraient que mieux affirmés.

Les gens de mauvaise foi s'arrêteront à l'idée que les libertaires encouragent par leurs pensées et actes anti-démocratiques à l'instauration de la dictature. Combien de fois n'a-t-on entendu ce discours chez les gens de gauche : « *Les révolutions sont faites par les voyous et les anarchistes, et profitent aux réactionnaires* » ? Il peut bien entendu y avoir un semblant de vérité en la matière, encore qu'il faille définir ce que l'on entend par « voyous », « anarchistes » et « réactionnaires », voire même « révolution ». Mais quand bien même les anarchistes par leur contestation permanente ouvrirait la voie au conservatisme, peut-on les accuser d'en être volontairement responsables. En tentant d'abattre le vieil édifice, ceci en toute bonne foi, au nom de la justice sociale et de la liberté, on n'est pas toujours en mesure d'en prévoir les résultats. Par exemple, nos camarades russes qui ont œuvré, comme d'autres, à la disparition du marxisme-léninisme s'attendaient-ils à voir apparaître sur l'avant-scène le sieur Eltsine ? Il est évident qu'ils espéraient autre chose, et les graves des mineurs des bassins du Dombass et du Dniepr les y encourageaient.

A Nice, dans peu de temps, le sieur Le Pen va tenter de se placer sur la scène politique locale en se présentant comme l'héritier du système médeciniste. Pourra-t-on sérieusement reprocher au groupe anarchiste local de prôner l'abstention aux élections régionales et municipales, sous prétexte que Le Pen dans la place, l'antilégalisme ne serait plus un luxe autorisé - ceci au nom d'un sacro-saint antifascisme de circonstance ?

S'il est vrai qu'en des circonstance dramatiques de notre Histoire, nous, anarchistes, ne pouvons pas toujours mener une politique de repli sur l'Avenir au nom de nos idéaux, on ne peut cependant, à l'occasion de ce qui demeure une simple consultation électorale, plonger dans la mêlée pour sauver la mise à quelques politiciens libéraux ou socialistes. S'allier à la gauche, voire à une certaine droite pour éviter la peste, c'est occulter le fait que ces courants de pensée sont déjà gangrenés par ladite peste. Entre les nerfs du FN et les anciens gros bras du SAC (l'ex-service d'ordre du RPR), quelles différences en soit ? Les charters de Pasqua ou de Cresson, quelles différences là encore ? Les discours d'un Poniatowski, d'un Giscard, ou d'un Georges Frêche (maire PS de Montpellier) en matière d'immigration, là aussi quelles différences ?

Démocratie, démocratie directe et autres balivernes de fonds de commerce électoraliste, le mouvement libertaire n'en a que faire en l'état actuel des choses, où les coquins conduisent une politique affairiste plus que jamais affirmée. Balayons ces coquins, balayons-les vraiment. Il ne sera alors plus question de vouloir céder à des modes de langage qui traduisent invariablement l'acceptation plus ou moins consciente de pratiques étrangères à la pensée anarchiste.

Claude Nepper (groupe de la Villette)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

L'Europe fasciste

(suite de la « une »)

Dans le domaine de l'immigration, les accords de Schengen sur la « maîtrise de l'immigration et du droit d'asile » regroupant aujourd'hui six pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) donne un aperçu de ce que va être l'Europe : une forteresse fermée aux pays du Sud. Pour l'immigration de l'Est, comme le montre le cas des Polonais qui n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Allemagne, on n'a pas encore pris de décision. On est prêt à laisser venir la main-d'œuvre bon marché de ces pays, sans pour autant ouvrir les robinets (rappelez-vous le renvoi des Albanais cet été par l'Italie). On n'est donc pas au bout de nos peines... et le discours contre l'immigré de l'Est va prendre la place de celui contre l'immigré du Sud ; la victoire du FPÖ à Vienne en Autriche (23%) en est le premier exemple.

Le conflit yougoslave entre Serbes et Croates marque les premiers déchirements entre nationalités. Mais avec l'économie libérale, la concurrence entre

Etats (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie...), entre républiques en URSS va donner lieu à des surenchères entre « espaces géographiques et ethniques » à l'intérieur de ces pays.

La maison commune de Gorbatchev ou l'intégration rapide à l'Europe des Douze des pays de l'Est refusée par Mitterrand aurait pu atténuer les effets à spirales de ce retour au capitalisme « sauvage ». Le spectacle offert par la CEE pendant la guerre serbo-croate, incapable d'agir « pour la paix », refusant et tergiversant sur la reconnaissance de l'indépendance et à la souveraineté de la Slovénie et de la Croatie, laisse mal augurer d'une Europe allumant les contre-feux nécessaires à des solutions extrémistes qui verraient le jour dans certains pays de l'Est. Chacun navigue à vue et l'Europe prend l'eau...

Les populations ont été écarté du débat, des raisons et des effets de la construction européenne. On a laissé le soin aux techniciens et aux décideurs économiques et politiques de choisir et de prendre les mesures « adéquates ». On parle de l'Europe en s'appuyant sur des discours nationalistes pompeux : « On



Les anarchistes contre Le Pen. Dessin s'inspirant de Cabu.

sera les meilleurs », « On gagnera », « On sera le pays le plus fort », etc. ce qui dans la réalité, bien sûr, est complètement idiot : si tous les Etats-nations qui constituent l'Europe tiennent ce discours, on ne voit pas bien quelle sera l'identité commune et le ciment de cette nouvelle nation. Les extrêmes droites européennes ne peuvent que profiter de cette absence de repères pour appeler à la création d'une Europe des patries, reposant sur le respect et la souveraineté des Etats. A l'instar du Front national, qui a toujours souligné l'importance que revêtait pour lui les contacts internationaux - rappelons-nous du voyage de Bernard Anthony à Walesa -, les droites européennes se retrouvent ensemble dans de multiples structures : associatives, politiques, culturelles, etc. En Croatie, c'est de toute l'Europe que sont venus des militants pour prêter main forte aux fascistes locaux. Certes, il reste encore du chemin à parcourir avant de voir une véritable unité entre les extrêmes droites. Dans le Haut-Adige, en Italie, la confrontation entre germa-

nophones et Italiens a été le point de rupture entre le MSI et les Republikaner allemands au Parlement européen après 1989. Mais à la différence des années 30, l'idée nationale s'est construite sur une nouvel axe, cher à la nouvelle droite, précurseur en ce domaine, qui est celui de la défense de l'Occident, à partir des particularités et des entités nationales contre le tiers monde et l'islam.

En analysant plus profondément ce point, nous pourrions d'ailleurs souligner que cette conception n'est pas réservée aux extrêmes droites mais inonde tout le champ politique.

Résister à l'Europe des fascistes et des capitalistes

Les résistances à établir sont donc multiples. Idéologiques, politiques, voire physiques. Car les repères d'antan sont morts, bien avant le putsch du 19 août à Moscou, qui n'a fait que les entériner. Les difficultés d'articuler la recherche de nouveaux outils théoriques et le travail

de terrain, la sensation de ne pas peser sur nos réalités, de regarder le monde s'enfoncer dans un nouvel ordre où 3/4 de l'humanité se retrouver exclus, voilà qui n'est pas très encourageant. La naissance d'autres voies porteuses d'espoir et de luttes n'en est qu'au balbutiement ; les faire fructifier est sûrement le meilleur gage pour ne pas voir sombrer l'Europe dans des guerres civiles et des replis xénophobes, ni laisser l'Europe s'intégrer au nouvel ordre mondial qui exclut populations du Nord et du Sud.

Cherokee

Des expériences à développer...

Depuis plusieurs années, sur les terrains politique et associatif, des rencontres ont lieu au niveau européen pour essayer de construire une résistance et des analyses communes. Sur le terrain de l'immigration, il existe une Coordination des associations européennes, qui revendique la résidence européenne pour les immigrés. Au mois de novembre, la FASTI (Fédération des associations de solidarités avec les travailleurs immigrés) a organisé une rencontre sur le logement, mettant en lumière des expériences et des luttes au niveau européen de l'exclusion par le logement : « Au lendemain de la ratification des Accords de Schengen par le Parlement français et à la veille de l'entrée en vigueur de l'Acte unique, les exclusions et les marginalisations s'intensifient en France et en Europe. Elles affectent les publics ou groupes défavorisés au premier rang desquels se trouvent les migrants (immigrés, réfugiés et personnes d'origine étrangère). Un des domaines majeurs de l'exclusion se trouve être celui du logement ». Avec les groupes antifascistes, les échanges existent, même si il n'y a pas aujourd'hui de regroupement effectif. Il existe aussi un réseau informatique *Network*, dont l'objectif est de faire circuler le plus rapidement possible l'information entre les différents groupes militants. Lors de la conférence de Class War (NdR : organisation anarchiste britannique) au mois de septembre, les sujets abordés : antifascisme, féminisme, anticapitalisme, anti-impérialisme... et la présence de nombreuses délégations étrangères signifient que la question européenne fait partie intégrante aujourd'hui des luttes que l'on mène respectivement dans nos espaces géographiques. A l'Europe des polices, du capitalisme, de l'impérialisme doit s'opposer une Europe solidaire, ouverte, égalitaire et fédérative, non seulement à l'ensemble des peuples du Nord, mais surtout à ceux du Sud.

Cherokee

Associations

COLLECTIF CONTRE LA REPRESSION AU MAROC

Douze organisations signataires, dont le groupe Humeurs Noires de la FA, organise un débat avec :

- Abraham Serfaty, ancien prisonnier politique d'Hassan II, libéré après 17 ans d'emprisonnement ;
 - A. Sanguinetti (Ligue des droits de l'homme) ;
 - A. Menebbi, ex-président de l'Union nationale des étudiants marocains.
- Ce débat aura lieu le 12 décembre à 20 h, à la Maison d'Education permanente, place Georges-Lyon, à Lille.

NOUVEAU LOCAL

Le collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu ouvrent un local au 20 rue Joseph-Seigner. Pari d'enraci-

nement d'une pensée et d'une pratique libertaires dans une ville moyenne...

Les 6 et 7 décembre, vous pourrez y découvrir les aquarelles de Nanou Berchemin, et le samedi 7 à 17 h il sera animé un débat sur l'anarchisme.

Les permanences se tiendront chaque lundi et vendredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 h 30 à 18 h. Un stand de presse sera mis à votre disposition.

Il nous en a coûté en temps, énergie et argent pour aménager ce lieu, ouvert à tous les libertaires, et commencer à le faire vivre.

Nous lançons une souscription pour soutenir ce local et ses activités, dans le *Monde libertaire et Contre vents et marées*.

Centre-Courants, La Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

ELECTIONS

La gangrène atteint la Belgique

Le succès du Vlaams Blok et du Front national belge n'est pas une surprise pour ceux qui analysent depuis plusieurs années la restructuration de l'extrême droite belge.

Dans le livre *L'Affront national* (1), Gwenaël Breës décrit la tentative de reproduire en Belgique le phénomène Le Pen, en créant en 1985 un Front national belge, se revendiquant à travers les idées comme à travers le sigle, de son grand frère français. Tentative qui ne semble pas vaine pour ses instigateurs comme l'illustre le dernier succès en date aux élections du 23 novembre.

Certains décrivaient ce phénomène comme éphémère. D'autres voient déjà en cette réussite le début d'un « renouveau national ». En tout cas, si la percée du FNB ne permet pas encore à celui-ci d'avoir un rôle déterminant à jouer dans la vie politique, elle a pour cause directe la radicalisation du programme de plusieurs partis dits « traditionnels », en terme d'immigration notamment.

En France aussi, le Front national est

quelque part l'« enfant » de ce que Le Pen appelle la bande des quatre. C'est pourquoi l'auteur s'est attaché à démontrer que l'histoire a tendance à se répéter en Belgique. Ce ne sont pas les mouvements et groupuscules purs et durs de l'extrême droite qui ont invité, pour la première fois depuis sa percée électorale, Jean-Marie Le Pen à Bruxelles. Ce sont des proches du Parti social chrétien et du Parti réformateur libéral...

La déconfiture

Dans son livre, Gwenaël Breës explique à travers des chapitres consacrés aux relations internationales - capitales, pour certains - entre partis et groupuscules d'extrême droite, au « programme » des nationalistes, aux intellectuels qui gravitent autour d'eux, à l'anti-américanisme et à l'anti-sémitisme qu'ils tentent de camoufler, les raisons du succès actuel.

La présence de douze députés du Vlaams Blok, le député du FN plus les

trois députés du « libéral » Rossem, anti-conformiste à la mode poujadiste démontre s'il en était besoin la déficience de la « démocratie » belge. Il s'agit bien d'un glissement tout entier du corps social vers des idées et des pratiques autoritaires, xénophobes.

Le repli sur une conception identitaire, régionaliste et conservatrice marquée par le succès du Vlaams Blok en Flandre donne l'image de ce que pourrait être l'Europe de demain. Le dépassement des cadres des Etats-nations dans un système capitaliste de concurrence entre régions pauvres et régions riches en Europe crée les succès des extrêmes droites. A l'exclusion des populations par le chômage et la précarité s'ajoutera celle des régions déclassées et défavorisées.

Cherokee

(1) *L'Affront National* de Gwenaël Breës aux Editions EPO-REFLEX. Prix : 100 F. Cet ouvrage est à commander à REFLEX, 14 rue de Nanteuil 75015 Paris, ou à la Librairie du Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.

Raisons d'une guerre absurde

Dans les médias français, on se contente trop souvent de fustiger la « haine » sans chercher à comprendre les raisons de cette guerre serbo-croate.

Une de ces causes est trop souvent ignorée : l'acharnement de l'armée serbe à en finir avec la Constitution de 1974, qui, selon elle, « cassait » la Yougoslavie en donnant trop d'autonomie aux républiques. Il fallait recoller les morceaux selon le dessin Grand Serbe, quitte à en laisser certains définitivement de côté et à ruiner un pays.

CONTRAIREMENT à la première Yougoslavie, monarchie autoritaire qui essaya de créer un nouveau peuple, Yougoslave, dans la République socialiste fédérative installée par Tito en 1945, presque toutes les communautés ethniques étaient reconnues et leurs droits culturels garantis. Sur le plan politique, elles bénéficiaient de statuts différents selon la catégorie à laquelle elles appartenaient (merveille de la bureaucratie léniniste !). Les nations au nombre de six (slovène, croate, musulmane, serbe, monténégrine et macédonienne), comme les républiques, étaient souveraines. Le caractère d'Etat-nation des différentes républiques variait avec le degré d'homogénéité de celles-ci : de la Slovénie comptant 93% de Slovènes à la Bosnie-Herzégovine comptant 40% de Musulmans, 32% de Serbes et 18% de Croates, la situation variait beaucoup. Les nationalités (albanaise, hongroise, italienne...) n'avaient pas le droit à leur Etat dans la fédération yougoslave car « leur mère-patrie était à l'étranger ». Les minorités nationales (tzigane, aroumaine...) représentaient de petits groupes sans prétention étatique. Chaque république était définie comme un Etat ; les nations souveraines jouissaient du droit à l'autodétermination allant jusqu'à la sécession. Alors que l'interprétation serbe se tient strictement à la lettre de cette formulation (considérant que les Serbes sont membres d'une nation souveraine quelque soit l'Etat où ils se trouvent) ; selon l'interprétation croate, cette souveraineté ne peut s'exercer que par l'intermédiaire de l'Etat de cette nation (la souveraineté est donc liée à l'Etat et non à la communauté ethnique). La Fédération présentait donc un cas de figure intermédiaire entre un Etat décentralisé et six Etats (ou même huit, puisque la Constitution de 1974 donnait aux deux régions autonomes du Kosovo et de Voïvodine le statut « d'éléments constitutifs de la Fédération ») liés par contrat ; les républiques et les régions autonomes étant donc des Etats ayant délégué une partie de leurs fonctions à la Fédération. C'est là que réside le fondement des conflits actuels car, après la mort de Tito, la découverte de la dette extérieure et la crise économique du début des années 80, la première idée à germer fut, pour régler les problèmes, de changer les structures du système étatique. Seulement, deux options s'affrontaient : il faut donner plus d'autonomie aux républiques et aux régions, entendit-on en Slovénie, en Croatie et au Kosovo ; il faut plus de centralisme et moins de divisions, disait-on en Serbie. Les positions coïncident donc avec les stratégies opposées des nationalismes en présence ; à tendance séparatiste ou unitariste.

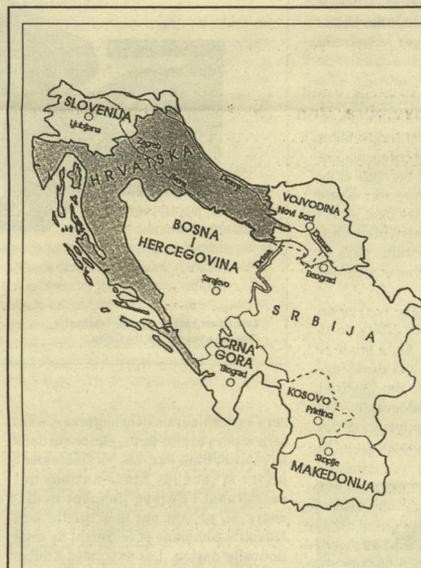
La première à s'exprimer fut l'option autonomiste, mais dans des termes particuliers : un fort mouvement de contestation éclata en mars 1981 au Kosovo, région la plus pauvre de Yougoslavie (le salaire moyen y était six fois inférieur à celui de Slovénie), et même si le mouvement avait à l'évidence des raisons

sociales, tout se cristallisa autour de la revendication nationale de la majorité albanaise (ou fut orientée vers celle-ci) et du slogan « Kosovo république ! » (les Albanais représentant numériquement la troisième communauté ethnique avec plus de 2 millions de membres). La répression fut extrêmement violente, l'Etat d'urgence immédiatement proclamé et la région coupée du monde. Il n'y eut aucune discussion sur la revendication des Albanais à accéder au statut de nation.

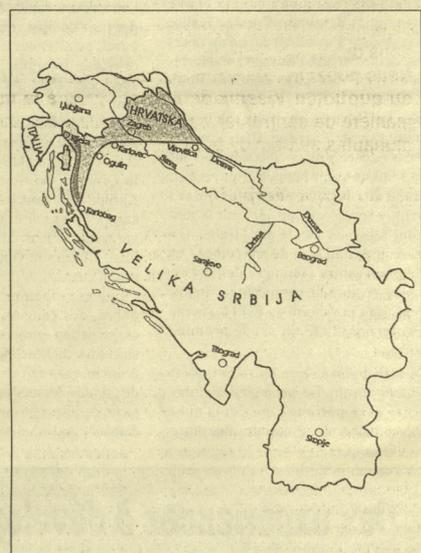
Slobodan Milosevic entre en scène

Cet événement qui avait été un choc pour l'Etat fédéral et qui ne fut pas un épiphénomène, fut exploité pour lancer l'idée de la recentralisation. Un rebondissement inattendu fit le bonheur d'un politicien inconnu jusque-là : les Serbes du Kosovo s'étant mis à manifester à leur tour pour se plaindre de leurs concitoyens albanais, un jour qu'ils recevaient eux-mêmes quelques coups de matraques, un certain Slobodan Milosevic prit leur défense en prononçant la phrase qui deviendra légendaire : « Plus personne ne battra ce peuple ! » (le peuple serbe). Tout ce qui se passe aujourd'hui, et particulièrement l'agression menée contre la Croatie, s'inscrit dans le droit fil de la politique menée par le populiste national-communiste Slobodan Milosevic dès sa prise du pouvoir dans la Ligue des communistes de Serbie, celle-ci ressemblant déjà à un coup d'Etat. Outre d'assouvir sa soif de pouvoir, cette politique avait pour objectif de « gommer l'injustice faite à la Serbie ». Tito, que Sloba rêvait de remplacer, aurait tout fait pour humilier la Serbie, aidé en cela par « le complot du Vatican et du Komintern ».

La première étape consistait à épurer le Parti et échauffer les sentiments nationalistes : pour cela, il inventa la « révolution antibureaucratique », menée à coups de meetings « de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo » se terminant par la chute de quelques politiciens, qui avaient refusé de se soumettre à son pouvoir (le syndrome de la révolution culturelle ?). C'est ainsi que tombèrent les gouvernements de la région autonome de Voïvodine et même de la république du Monténégro. Cette tactique ne put cependant pas être employée en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Slovénie. L'interdiction de son « meeting de la vérité », dans cette dernière république, fut le prétexte de sa première déclaration de guerre, économique : il fit proclamer, en effet, le boycott des produits slovènes en Serbie, car ceux-ci appauvrissaient cette dernière (des taxes frapperont ensuite les produits slovènes et croates). Au Kosovo, la tactique fut différente : dès son arrivée au pouvoir, il œuvra à renforcer la répression menée par l'armée et la police fédérale depuis 1981. Une répression si conséquente qu'elle finit, après l'instauration d'une véritable politique d'apartheid, par homogénéiser totalement la population alba-



Les frontières de la Croatie depuis 1945.



L'amputation du territoire croate, selon les projets de la Grande Serbie en 1991.

naise : la Serbie ne pouvait plus faire confiance au plus vil des policiers à partir du moment où il était de nationalité albanaise. Le Parlement du Kosovo, lui-même, pourtant composé de bons communistes, finit par voter un statut de république mais il était déjà trop tard, Sloba ayant fait voter à Belgrade une nouvelle constitution, réduisant à néant l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo. Toutes les instances de pouvoir du Kosovo furent dissoutes ; les médias et la scolarité en langue albanaise supprimés dans la pratique. « La Serbie en trois morceaux était redevenue une ! » Sloba pouvait maintenant s'occuper de réunir « les autres territoires serbes » en vertu du « droit de tous les Serbes à vivre dans un seul Etat ».

Pour cela, Milosevic entendait ne pas renoncer au droit des deux régions « autonomes » à avoir leurs représentants dans les instances fédérales. La République de Serbie disposant donc de trois voix à la Présidence, avec la voix de son satellite monténégrin, elle pesait autant que les quatre autres républiques réunies. Ainsi, Slobodan Milosevic pouvait bloquer les instances fédérales, ce qui permettait à l'armée d'entrer en scène. Au printemps dernier, celle-ci réalisait déjà un coup d'Etat discret en se constituant en état-major suprême, n'obéissant plus à la Présidence collégiale. L'heure du dernier acte approchait.

Dans les autres républiques, en particulier en Croatie et en Slovénie où le marché avait pénétré plus rapidement, la menace que représentait la politique agressive et conservatrice de Slobodan, alliée avec le choc de la crise économique et aussi les premières déceptions quant à la libéralisation économique provoquèrent la brusque renaissance d'un nationalisme presque oublié, et l'envie de se rapprocher de l'Europe riche, qui semblait tendre les bras. Si la Slovénie avait connu une libéralisation politique progressive, la Croatie avait été gardée jusqu'au dernier moment sous l'emprise d'un régime autoritaire, attentif à réprimer tout ce qui pou-

vait rappeler le nationalisme croate. Les élections de mai 1990 eurent donc pour résultat une victoire triomphale du parti le plus nationaliste et le plus radical dans son rejet du système existant. Les nouveaux parlement et gouvernement croates comptaient plus d'anciens prisonniers politiques qu'aucune autre république, mais aussi, et il faut le souligner, le plus grand nombre d'anciens partisans antifascistes. Un nouveau régime s'établissait, s'appuyant sur les valeurs traditionnelles et sur l'Eglise catholique, avec comme modèle déclaré la démocratie occidentale, l'Etat de droit et le marché libre. La République de Croatie devait se constituer en véritable Etat-nation où les Serbes bénéficieraient de garanties, mais auraient un statut de minorité. Celui-ci les choqua autant que la campagne électorale (méprisante à leur égard) et le changement du drapeau, considérant qu'ils y perdaient énormément, vu que dans la Constitution précédente, la nation serbe était définie comme porteuse de la souveraineté de la république au même titre que la nation croate. Slobodan Milosevic s'employa à jeter de l'huile sur le feu, en soutenant les extrémistes serbes, afin d'empêcher tout règlement politique en utilisant à fond la propagande, qui annonçait ni plus ni moins un génocide imminent, illustrant son propos du rappel quotidien des événements de la dernière guerre, qui apparaissait comme s'étant finie la veille, et dont les coupables n'avaient pas été punis...

De la révolte de Knin à la guerre serbo-croate

Milosevic utilisa d'abord cette situation dans le conflit politique opposant les diverses républiques. Des discussions sur l'avenir de la Yougoslavie avaient beau se tenir régulièrement, les positions ne bougeaient pas d'un pouce : Croatie et Slovénie défendaient un projet confédéral, Serbie et Monténégro un

projet « fédéral » mais en réalité centralisateur, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine un projet intermédiaire que l'attitude de la Serbie amena à se rapprocher de la vision confédérale. Devant l'intransigeance de la Serbie et la détérioration de la situation économique, la Croatie et surtout la Slovénie décidèrent de prendre l'initiative et de proclamer leur souveraineté sans abandonner totalement l'idée d'une confédération. Des référendums donnèrent d'écraçantes majorités en faveur de cette solution. La Serbie n'attendait que cela, car, c'est que qu'on allait découvrir, l'armée populaire yougoslave était entièrement à ses côtés. Pendant des années, elle s'était préparée à cette guerre, modifiant même la carte des régions militaires en 1984 de telle manière qu'elle coïncide désormais avec la carte de la Grande Serbie.

Il y eut d'abord la guerre éclair en Slovénie, humiliante pour l'armée, qui évacua cette république à la surprise générale. Le but de cette guerre était en partie de justifier ce déplacement de troupes. Pour justifier la guerre contre la Croatie, la défense des Serbes de Croatie apparaissait comme le prétexte idéal. La révolte de ceux-ci avait éclaté dès août 1990 à Knin, une révolte contre le gouvernement « oustachi » de Tudjman, qui n'avait même pas encore tout à fait installé son régime. Le gouvernement croate a bien essayé d'éviter les diverses provocations, et même tenta de faire confiance à l'armée comme « force d'interposition », mais la machine était lancée, et il semble bien que quelqu'un ait été les actes de ce gouvernement, le résultat aurait été le même : l'armée s'étant engagée réellement, dès le début, au côté des insurgés serbes, armés par ses soins, et qui ne constituaient en réalité que son avant-garde. Le but de la guerre, jamais clairement défini, fut présenté comme une « lutte antifasciste ». En réalité, il s'agit de construire la Grande Serbie, pour laquelle la Croatie n'est qu'une étape.

Groupe libertaire yougoslave
Kamov de Paris

CONTRE LA GUERRE

Des intellectuels de Belgrade parlent

MM. Mirko Kovac et Vesna Pesic, intellectuels serbes, font partie de ces personnes courageuses qui osent dire tout haut leur refus de la guerre de conquête que mène la Serbie, malgré les intimidations des va-t-en-guerre. Nous publions des extraits d'entretiens accordés à Ivkica Bacic du quotidien *Vjesnik* de Zagreb, paru à la mi-novembre. Une manière de contribuer à maintenir des liens entre les deux communautés au nom de principes universels et humanistes.

Mirko Kovac, écrivain :

— Dès que les foules serbes ont commencé à envahir les rues vers la fin des années 80, j'ai compris ce que cela allait donner, je voyais l'avènement de « l'ère des foules » et que cela n'amènerait rien d'autre qu'une catastrophe. Comme le dit Jose Ortega y Gasset, « l'homme de la foule est en réalité un être primaire parvenu à travers les coulisses sur la scène de la civilisation ». Cet être primaire avait donc déjà annoncé quelques signes du mal, en premier lieu « l'homogénéisation du mal » et le populisme comme destin politique. Je me souviens que cette foule me faisait peur. Je crois que cette masse appelait un chef, car sans chef elle n'est rien, elle a besoin d'applaudir quelqu'un, de crier son nom.

Les foules créent leurs leaders en vitesse, d'une manière générale, c'est pourquoi le matériau qui en sort est de mauvaise qualité. Et à leur tête on trouve le plus souvent des minables, des obscurs qui commencent à faire l'histoire à l'envers. Le répertoire de ces minables est toujours plus ou moins identique ou du moins semblable ; il faut du bruit et beaucoup de mensonges, et puis un peu de ruse afin de le renouveler. Les gestes de tels leaders sont prévisibles, il ne faut pas trop d'intelligence pour démasquer un Milosevic par exemple. J'avais exactement prévu comment les choses allaient tourner, la succession des faits, j'en ai parlé et j'ai écrit cela, parce que je pense qu'un intellectuel doit reconnaître le mal et le montrer du doigt.

Dans les analyses superficielles qui ont cours ici, on lie souvent Milosevic, Tudjman et Kucan (respectivement présidents de la Serbie, de la Croatie et de la Slovénie) présentés comme trois compères. Leurs positions sont différentes, les moyens politiques qu'ils utilisent sont différents. Milosevic est l'héritier de ce type de dirigeants qui se que relent avec le monde entier, toujours engagés dans quelque conflit et qui se battent contre tous. Il se hâte vers sa propre défaite. Par ailleurs, comme nombre de dictateurs, des hymnes ont déjà été composés à sa gloire, dans le genre populaire mais aussi avec une certaine valeur littéraire. Ainsi un poète le voit comme un jeune homme aux cheveux ébouriffés qui prononce dans une prairie des paroles prophétiques. Une autre contribution à la politique de Milosevic fut celle du poète Beckovic : il définit en effet l'opposition comme « un rebut tel qu'il en existe parmi tous les peuples ».

Il s'agit là d'un procédé typique du nazisme ou du communisme (stalinien), ces « rebuts » ayant déjà été désignés par leurs noms et leurs prénoms. Ainsi, l'architecte Bogdan Bogdanovic [...] a été agressé devant son domicile et récemment, à un meeting anti-européen, on a exigé son arrestation ou au moins sa liquidation.

[...] Pour ce qui est de Tudjman, c'est un nationaliste, un mélange de kitsch prolétarien et national ; comme politicien, c'est un naïf [...]. A la suite de sa rencontre avec Milosevic à La Haye, il déclarait tout *happy* que la Serbie n'avait pas de prétentions sur

le territoire de la Croatie alors que celui-ci arrachait déjà un morceau de ce territoire. [...] Kucan est différent, c'est un politicien d'orientation démocratique et il a compris tout de suite la stratégie de Milosevic et offert une résistance à son offensive populiste. Milosevic a accéléré le processus d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, malheureusement avec de nombreuses victimes, mais s'il n'était pas apparu, cela aurait duré longtemps et peut-être un autre type de communauté aurait pu se former. Enfin, pour résumer ma pensée, je dirai que la différence entre Milosevic et les deux autres est dans le fait que le premier, conformément à la recette des dictateurs, est en conflit avec le monde entier alors que ces derniers sont prêts à coopérer et à accepter les influences démocratiques, ce qui ne signifie pas que leurs États soient démocratiques. Cependant cela n'est pas simple aujourd'hui, surtout en Croatie, agressée, bombardée et détruite par une puissante armée. [...]

Le populisme intellectuel, s'il est permis de s'exprimer ainsi, a joué la carte du passé, et celle-ci est toujours une carte maîtresse, surtout lorsque l'on introduit les foules dans la politique. Je suis de plus en plus convaincu que notre cauchemar actuel a été créé par l'intelligentsia serbe, par une partie de celle-ci qui se présentait comme une opposition au communisme, et qui en réalité était une fraction en son sein, une secte qui n'acceptait dans son Académie (Ndir : l'Académie serbe des Sciences et des Arts) que des cadres conformes. La condition à remplir est d'être un « grand Serbe », et non pas un grand écrivain ou un grand scientifique, d'avoir comme obsession la politique, la politique de bas étage, et non pas la science [...]. Tout est devenu limpide, le jour où l'Association des écrivains a commencé à recruter des popes, qui bien sûr n'avaient jamais écrit aucun livre. Aujourd'hui, ces popes, assis aux premiers rangs dans les réunions, sont régulièrement salués comme « nos membres les plus éminents ». Ils y côtoient les anciens communistes, les commissaires politiques et les agents de l'UDBA (la police politique). J'ai rencontré l'autre jour un poète serbe, ex-lieutenant-colonel ; il m'a dit : « Je lis la Bible, eh bien, ça c'est un livre puissant ! » [...]

Que dire lorsqu'un académicien comme Mihajlo Markovic (philosophe, membre de la revue marxiste *Praxis*) considère la démocratie comme « une invention de la CIA » et soutient le putsch raté de Yazov ! Je ne me satisfais pas de l'explication de sénilité, je pense plutôt que c'est un marxiste conséquent, car ce n'est pas par hasard si les anciens marxistes, honneur aux exceptions, sont aujourd'hui dans le nationalisme jusqu'au cou. Si autrefois son Dieu était Marx, aujourd'hui, c'est la nation ! Au nom de quoi l'histoire est ramenée en arrière, des idées mauvaises commencent à circuler et d'anciens piliers de bars deviennent des prophètes. La folie des médias est le produit d'une intelligentsia qui dans ce domaine à su faire preuve d'imagination. La folie étant souvent source d'imagination.

Aujourd'hui, on dit de plus en plus que l'armée a rongé son frein et agit de manière autonome, mais cela est faux. L'armée bénéficie du soutien total de la politique serbe et des médias serbes et de la majorité des intellectuels qui parle le langage de l'armée. Que voulez-vous ? Si un historien de l'art et peut-être un écrivain, en tout cas un académicien, le professeur Medakovic, déclare qu'il faut détruire les églises car elles recèlent des nids de mitrailleuses, sans apporter aucune preuve de ce qu'il avance, que peut-on attendre des êtres primaires qui préfèrent les ruines à l'architecture de la Renaissance ? Que dire lorsqu'un autre académicien, Beckovic, au congrès de « tous les Serbes du monde » tourne en dérision ceux qui pleurent Dubrovnik et dit tout pour mot : « Si Hitler se cachait à Dubrovnik, il serait protégé par l'UNESCO ! ». Autrement dit, l'académicien justifie la destruction d'une vieille ville historique et d'une civilisation : c'est pour attraper Hitler. Des architectes serbes déclarent, dans une enquête de *Bobza* (quotidien de Belgrade), qu'il faut raser Dubrovnik...

Seuls des idiots ont pu raconter que cette armée avait des facultés de transformation ; l'effacement de l'étoile rouge et son remplacement par de nouveaux emblèmes est simplement une tentative pour attirer des Serbes qui ne voulaient pas combattre et ne croyaient pas aux fables sur le fascisme. Cette guerre ressemble affreusement à ses stratégies, elle est chaotique, brutale et destructrice, car l'armée qui détruit les villages qu'ils soient serbes ou croates, c'est égal, se détruit d'abord elle-même. L'armée qui détruit les villes, les monuments historiques, les communications, détruit pour toujours tous les liens entre ces peuples. [...]

En ce qui concerne l'opposition, si vous pensez aux partis qui se trouvent au Parlement, alors ce n'est rien du tout. Ils s'opposent, mais à partir d'un point de vue encore plus radical. Je ne pense pas que cela mérite d'être qualifié d'opposition ; tout ce qui est assis là-bas est encore plus fou et va-t-en-guerre que les types au pouvoir.

La véritable opposition démocratique est inorganisée. Il y a là quelques personnes qui gravitent autour du mouvement pacifiste, de l'hebdomadaire *Vreme* (« le Temps »), il s'agit plutôt d'opposants individuels comme pendant le communisme. Même Vuk Draskovic est un individualiste, car au fur et à mesure de son évolution, de nationaliste insupportable à démocrate supportable, il a perdu des adhérents, il a perdu ses disciples. Sur la scène politique serbe, il n'y a que des extrémistes, ici, il n'y aura pas de démocratie avant des années et des années.

Vesna Pesic, sociologue, animatrice du Centre d'action anti-guerre de Belgrade :

— La hiérarchie militaire et Kadijevic (ministre fédéral de la Défense) s'appuient avant tout sur le régime serbe et sur Milosevic. La conception de l'armée à propos de la création d'une nouvelle Yougoslavie est la même que celle de Milosevic, c'est ce que d'autres en Serbie, comme Seselj (député, leader tchetnik) appellent les Etats serbes unis. Ces projets coïncident, se recouvrent, mais une question reste ouverte, si l'on considère que Milosevic a accepté les services de l'armée afin de mener la guerre pour la Serbie et un nouvel Etat : qui donne des ordres ? A qui ? Kadijevic à Milosevic, ou l'inverse ?

APPEL

Arrêtez la mort !

Voici un appel lancé par l'association alternative « Le Vent de Zagre », extrait et traduit d'*Umanita Nova*, l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne, par le groupe libertaire Kamov de Paris.

Le message universel, la proposition ou le choix politique devrait être : « Arrêtons ce massacre ! »

Mais comment ? Aujourd'hui nos intentions et nos projets précédents ne peuvent plus aller de l'avant. Parler d'une société sans pouvoirs, parler de la pollution, parler du nationalisme... Tout cela devient quelque chose de très abstrait en temps de guerre. Dénoncer toutes les guerres, tous les nationalismes, en se prononçant contre toute forme de violence et contre toutes les armes, en accusant tous les sujets impliqués, est acceptable comme point de vue théorique, comme point de départ pour une approche critique. Mais un tel concept n'a aucune valeur, aucune signification réelle si l'on décrit la guerre de Croatie. « Tous les nationalismes sont égaux ». Oui, mais cela n'a rien à voir avec cette guerre. Nous pouvons certes nous asseoir, boire un café ou une bière et parler de « tous les nationalismes » en Italie, en France, en Slovénie ou ailleurs, mais pas en ce qui concerne la guerre qui se déroule aujourd'hui. Parce que cette guerre n'est pas un conflit nationaliste (bien qu'il y ait des éléments d'un tel conflit) : c'est avant tout une agression classique et une occupation.

L'armée serbe (la soi-disant Armée populaire yougoslave [JNA]) envahit villes et villages en Croatie et y installe l'ordre serbe, depuis le système scolaire jusqu'aux retraites, avec un nouveau gouvernement régional serbe. La première région occupée fut la Baranya où ce sont

portant les communistes (et non les partis nationalistes serbes ou croates) qui ont remporté les élections. Ce qui démontre que la Communauté démocratique croate (le parti au pouvoir en Croatie) et le nationalisme croate ne sont pas la cause principale de cette attaque brutale. Naturellement, le nationalisme croate est un problème important et il rend la situation plus complexe, mais ce n'est pas la caractéristique essentielle de cette guerre.

La population croate subit une attaque terrible et cherche à se défendre, ceci est un fait. Dire que les personnes qui défendent leur propre maison et leur propre vie sont des nationalistes est une stupidité. Parmi ces gens, dans la défense territoriale, il y a aussi des Serbes. Nous combattons ensemble l'agresseur. Nous combattons ensemble les discriminations nationales (qui viendront inévitablement).

Le retrait est indispensable. L'armée serbe doit quitter la Croatie.

Le combat pour les droits de l'homme est aussi indispensable. Nous devons lutter contre les discriminations nationales (et aussi, naturellement, contre les discriminations raciales, sociales et sexuelles).

De plus en plus de gens en Croatie voient que le système européen (*shilistem* = merde) ne peut (ou ne veut) les aider. La lutte contre l'agresseur est une lutte pour la vie. Les médias et l'opinion publique voudraient la faire apparaître comme une lutte pour la « patrie » et l'indépendance, mais ce n'est pas l'entière vérité : en effet, pendant les bombardements, les gens ne pensent ni à la nation ni à l'indépendance.

En ce moment « Armée populaire yougoslave » signifie mort. Nous combattons le nationalisme croate, nous continuerons à lutter pour une culture alternative, mais nous n'avons nul besoin d'assassins et de fascistes serbes pour nous « libérer » du nationalisme croate. C'est très dur, mais nous survivrons.

« Le vent de Zagreb »

L'armée cherche une solution pour ses nombreux officiers. Elle cherche à survivre, et c'est pour cela que Kadijevic accepte cette idée d'une nouvelle Yougoslavie, pour pouvoir caser son armée. Milosevic utilise ses services pour ne pas que l'on sache que la Serbie participe directement à cette guerre, bien que ce soit établi. Je pense qu'il existe néanmoins une certaine tension entre eux, car si Milosevic s'éloignait un tout petit peu de l'armée, sa position deviendrait instable. C'est ainsi que la Serbie est devenue l'otage de cette nouvelle construction artificielle, et je trouve que c'est une honte pour les autorisés de Serbie d'avoir accepté cela. La décision de mobilisation a été prise par une Présidence qui n'avait plus que quatre membres et qui n'est reconnue ni par la communauté internationale ni par quatre (des six) républiques. Cette décision est illégale et illégitime. La mobilisation ne peut être menée que conformément à la loi, et la mobilisation d'une ou de deux nationalités seulement est une discrimination évidente et une entorse à la Constitution et à la loi. L'intention de Kadijevic de mettre la force armée à la disposition de certains peuples montre le but réel de la mobilisation : la guerre contre les autres peuples [...] Kadijevic déclare, lui-même, qu'un nouvel Etat est en train de naître, ou une guerre au nom d'un Etat en gestation ne peut être menée qu'avec une armée de volontaires. On ne peut pas vous mobiliser dans, ou pour, une révolution ! Nous, en Serbie, refusons d'être les otages de cette politique mili-

taire, car nous voyons là une soldatesque se fabriquer sa propre révolution pour redevenir le pilier d'un nouveau régime totalitaire.

Le Centre d'action anti-guerre de Belgrade est en contact avec les pacifistes de Novi Sad. Nous collaborons aussi avec les groupes pacifistes de Zagreb, Ljubljana... Le plus important est d'arrêter la guerre, négocier au lieu de guerroyer. Nous n'intervenons pas seulement avec une idéologie creuse de pacifisme et de non-violence, nous dénonçons le caractère illégitime de la mobilisation, de l'action d'emmener les gens pour la guerre. Est-ce que le mouvement va se développer ? Selon les dernières enquêtes, 64% des personnes interrogées en Serbie sont contre la poursuite de la guerre et 20% en sa faveur. Bien que cette minorité soit beaucoup plus entendue, je ne pense pas qu'il y ait une telle disposition guerrière en Serbie. La confusion règne, à vrai dire, dans la conscience des gens. Ils ont l'impression de perdre quelque chose avec la décomposition de la Yougoslavie, et même s'il y a une disposition guerrière, c'est plutôt l'expression de la colère provoquée par la décomposition du pays. Bien sûr, ils ne voient pas la contribution de la Serbie dans cette décomposition. La majorité contre la guerre a aussi un problème car elle s'attache aussi à une Yougoslavie sans être consciente de la contradiction, puisque ses nouvelles conceptions présupposent des conflits et la guerre, elle-même.

Textes choisis et traduits par Kamov

le



1991.

centralisa-
Macédoine
titude de la
de la vision
eance de la
tuation éco-
la Slovénie
et de procla-
donner tota-
Des réfé-
majorités en
e n'attendait
allait décou-
était entiè-
années, elle
e, modifiant
res en 1984
désormais

en Slovénie,
vacua cette
e. Le but de
justifier ce
justifier la
éfense des
comme le
ux-ci avait
une révolte
stachi » de
encore tout à
gouvernement
as diverses
aire confian-
opposition »,
et il semble
ctes de ce
é le même :
ent, dès le
bes, armés
ient en réa-
la guerre,
nté comme
ité, il s'agit
our laquelle

yougoslave
v de Paris

LIBERTAIRE

EXCLUSION

Radio-Tomate en carafe

En octobre, dans le *Monde libertaire* n° 843, nous vous avons fait part des déboires de Radio-Tomate, exclue des ondes par la volonté de M. Claude Palmer, président de l'Union Lucrèce. La querelle se poursuit, et Radio-Tomate se trouve toujours privée du droit d'émettre sur 106.7, la fréquence qu'elle partageait avec Fréquence-Lucrèce. L'équipe de Radio-Tomate, dans l'attente de nouvelles dispositions à son égard, nous présente, brièvement aujourd'hui, ce que furent ses activités au cours des dix années passées.



RADIO-TOMATE a eu la tâche essentielle, depuis le début de l'expérience 106.7, d'animer et de faire vivre un espace radiophonique original. Notre structure associative est composée de multiples collectifs d'émission et d'une cinquantaine d'adhérents représentés démocratiquement dans les structures administratives et décisionnelles de notre radio.

Ce fonctionnement nous paraît aujourd'hui être le seul qui puisse nous permettre de faire vivre un collectif de radio, représentant de nombreuses émissions-relais des initiatives sociales et culturelles pour ceux et celles qui n'ont jamais la parole.

Lorsque les détenus se révoltent à la centrale de Saint-Maur, lorsque les chômeurs s'organisent pour un revenu garanti, lorsque des familles entières, jetées à la rue, luttent contre les expulsions, lorsque des musiciens jouent en dehors des circuits à fric, lorsque des expulsés refusent de prendre l'avion et crient « non » à la double peine, lorsque la guerre..., lorsque les pierres..., lorsque les révoltes dans les ghettos... Radio-Tomate est là et se fait porte-voix !

Malheureusement, les volontés d'hégémonie semblent être monnaie courante sur la bande FM où, dans le dernier carré des radios prétendument associatives, il ne fait pas bon parler de l'exclusion ou d'une quelconque alternative.

En conséquence, nous sommes

exclus des ondes sous des prétextes des plus fantaisistes, et après un procès en sorcellerie où nous avons été traités de « terroristes » par la partie adverse - l'Union Lucrèce - qui s'est vue reconnaître par la justice, en deuxième instance, le droit de nous exclure « temporairement » de l'Union - ce « temporairement » n'ayant par ailleurs pas de date limite. Cette décision est diamétralement opposée à celle de la première instance, qui avait reconnu le préjudice certain que nous subissons du fait de cette exclusion.

Les trublions du CNIT

De nombreuses démarches juridiques et institutionnelles sont encore en cours. Après une entrevue avec le CSA, et sur son conseil, nous avons déposé une demande de fréquence provisoire en l'attente du règlement de ce conflit ; d'autre part, nous travaillons aujourd'hui avec d'autres à un nouveau projet qui sera déposé au CSA avant le 19 décembre en vue du renouvellement des fréquences de 1992.

Mais avant tout, nous comptons sur le soutien de nos adhérents, auditeurs et sympathisants. C'est dans ce cadre que, pour lutter contre cette censure et pour retrouver le droit d'émettre sur la bande FM, nous avons organisé dernièrement une action aux « 10 ans - déjà - des radios libres » au CNIT.

Bien que baillonnés, nous avons réussi à déranger quelque peu le ronron des radios frics et à poser les problèmes de notre existence sur la bande FM et des responsabilités de chacun. Jack Lang, présent, fut interpellé par notre action.

Nous devons maintenir notre mobilisation afin de nous faire entendre car, au-delà de Radio-Tomate, de telles pratiques remettent en cause les principes élémentaires de la liberté d'expression. Nul ne peut ignorer que cette décision d'entrave est un acte politique qui s'inscrit dans la droite ligne de la société d'exclusion, de misère et de racisme, qui se développe actuellement en France.

La bataille qui est menée aujourd'hui pour que soit réalisée la possibilité que Radio-Tomate vive et se fasse entendre entre dans le cadre d'une revendication plus large : le droit à l'expression des exclus, des minorités et de ceux qui refusent le média-spectacle. Ce droit ne s'obtiendra que si nous sommes résolus à le défendre et à se mobiliser pour lui.

L'équipe de Radio-Tomate

N. B. : une Assemblée générale se tiendra le vendredi 6 décembre à 20 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonnes, 75011 Paris.

Pin's Radio-Libertaire

Avant l'épuisement total du stock, pensez à vous procurer le pin's de Radio-Libertaire, tiré à 5 000 exemplaires (et non 1 000, comme nous l'indiquions dans un précédent n°) à l'occasion de l'anniversaire des 10 ans de la radio. Il coûte 15 F (frais de port non compris). En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amclot, 75011 Paris. Chèques à l'ordre de DMC.

ACTION

Une réunion anti-IVG avortée !

Le vendredi 22 novembre à Montpellier, les intégristes de la Trêve de Dieu avaient prévu d'organiser une vidéo-conférence sur « L'esprit et les méthodes de résistance à l'avortement ». Cette association avait probablement pour but de créer un réseau sur la ville capable, ensuite, de passer à l'acte, en attaquant le centre IVG de Bionne. Seule une petite trentaine de grenouilles de bénitier avait répondu présent. Quelle ne fut pas leur surprise lorsqu'une vingtaine d'hommes et de femmes (militants ou non) pénétrèrent dans le lieu de réunion, en l'occurrence la salle de la CFTC (1), en déployant une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Avortement et contraception libres et gratuits. Pour le libre choix ». Après des accrochages verbaux répétés et parfois violents, Claire Fontana, présidente de l'association, et ses acolytes interrompirent la réunion.

Sans être optimistes, nous pouvons donc crier victoire, même s'ils réussissent à se réunir un peu plus tard. Le faible nombre des participants, ajouté à la pression que nous leur avons imposée, peuvent laisser penser qu'ils ne sont pas près de passer à l'action.

Stéphane (liaison FA de Montpellier)

(1) Le FN a investi la CFTC depuis plusieurs années à Montpellier.

PURGE

Logement et Promotion sociale

Les salariés de Logement et Promotion sociale sont dans leur sixième semaine de mobilisation. Cette association du secteur social, créée en 1967 afin d'accompagner la résorption des bidonvilles de la banlieue parisienne, gère aujourd'hui neuf centres sociaux, deux équipes de prévention et un secteur maîtrise d'œuvre sociale.

Les actions de ces différents secteurs visent à permettre aux jeunes et aux familles des quartiers dits « défavorisés » d'accéder aux loisirs, à l'emploi, au soutien dans toutes leurs démarches afin que ces jeunes puissent développer par eux-mêmes leur intégration sociale ou culturelle.

Les soixante-quatre salarié(e)s de LPS ont appris :

- le 23 octobre que leur salaire ne serait pas honoré ;

- le 31 octobre que leur principal financeur, le Fonds d'Aide Sociale, se désengageait et ne finançait plus qu'à hauteur de 50 % et à condition que des co-financements soient trouvés. Il demandait, en outre, le démantèlement de cette structure régionale et exigeait la constitution de conseils d'administration locaux, commune par commune ;

- le 19 novembre, le dépôt d'une procédure de cessation de paiement au tribunal de grande instance de Bobigny

par le conseil d'administration de LPS.

A ce jour, le salarié(e)s, s'ils veulent continuer à travailler, doivent donc le faire bénévolement. Ils sont contraints de préparer les projets et budgets, de créer leur propre association, ceci sans garantie d'être effectivement sur le lieu d'action en janvier 1992.

Il est évident que la majorité des salarié(e)s refuse de s'engager dans cette perspective.

La politique de M. Delebarre, ministre d'Etat de la Ville, est claire :

- faire briller auprès des médias et des populations des actions spectaculaires : opérations « Prévention été », « Concerts et animations » ;

- colloques de prestige comme au CNIT en novembre dernier.

Tout cela, alors que dans le même temps les professionnels exercent leur fonction dans des difficultés croissantes : restriction budgétaire, salaires bloqués...

Les salariés de LPS sont donc bien décidés à faire connaître la casse de leur outil de travail et dénoncent une « politique spectacle » qui tient lieu de réelle intervention sur les quartiers en difficulté.

Des salariés de LPS

N. B. : comité de mobilisation LPS : 42. 43. 34. 16.

Nouvelles du front

ARMÉE IRLANDAISE : QU'EST-CE QU'ON RIGOLE !

Victime de compressions budgétaires, l'armée irlandaise manque de munitions, si bien que lors des manœuvres, ses soldats crient « Pan ! pan ! » au lieu de tirer pour de vrai. De grands enfants, on vous dit !

ILE-LONGUE : TRAVAUX D'AMENAGEMENT

La base ultra-secrète de l'Ile-Longue, à Brest, est en cours d'aménagement afin de recevoir les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de nouvelle génération (SNLE-NG) dont le premier exemplaire, Le Triomphant, sera disponible en 1994, et sera suivi du Téméraire en 1997. Un troisième exemplaire est prévu après l'an 2000.

Plus performants, plus petits et plus silencieux, ces engins sont appelés à prendre une part de plus en plus importante au sein de la dissuasion nucléaire française. En effet, le site du plateau d'Albion et les missiles Pluton n'ont plus de raison d'être, suite au retrait de l'armée soviétique d'Europe centrale-orientale, qui se poursuit.

LYON

« Super Yalta » à la librairie La Plume Noire

A l'occasion de la parution aux éditions du Monde Libertaire de la brochure intitulée « Super Yalta », un débat sera organisé en présence de son auteur, Philippe Pelletier, sur les conséquences de la guerre du Golfe et le nouvel ordre géopolitique mondial qui en découle.

Ce débat aura lieu le samedi 7 décembre à 16 h à la librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.

TOULOUSE

Concert de soutien au « Monde libertaire »

Le groupe Albert-Camus organise un concert de soutien au « Monde libertaire » et à l'Athénée Albert-Camus avec Marie-Josée Vilar, au théâtre du Taur, rue du Taur à Toulouse, le vendredi 13 novembre à 20 h 30. Prix des places : 60 F. Contact : Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

Ciné sélection

Un monde à part ?

Les bruits métalliques de fermeture, l'appel, un long travelling voyeur, une distribution à la chaîne de drogues officielles, ainsi débute le film de Pierre Falardeau, *Le Party*. Cette présentation du lieu propulse le spectateur au cœur même de l'action et dans le monde du dedans.

Cette dernière expression, employée par les prisonniers eux-mêmes, annexe un endroit peu décrit dans le 7^e art, quoique souvent utilisé. « Décrié » est un bien faible mot pour qualifier ce long métrage québécois. L'urgence et la force du déballeage, car il s'agit de cela, sont employés avec vigueur et conviction par le réalisateur.

Le fil narratif est simple. Un groupe de prisonniers profite d'un spectacle dans les murs du pénitencier pour tenter la fille de l'air.

Derrière la trivialité de cette narration, se cache le message, voire le cri, de Pierre Falardeau. En effet, cet univers à part est visité des combles au cahot ; là où la liberté se joue sous un travestissement, le récit ne fonctionne que sur les informations venant des personnages riches et divers. Un journaliste candide, un aumônier réaliste quant à la sexualité en prison, un groupe d'artistes conscients du bonheur délivré par leur présence en ce lieu très fermé, mais surtout des prisonniers lucides sur leur sort... font du film une réelle charge contre l'enfermement.

Pour Pierre Falardeau, qu'importe le pourquoi de la présence en ce lieu de ces hommes, ce qui est primordial et vital, c'est la négation de l'individu que secrète la prison.

Beaucoup de personnages distillent les méfaits et la perversité de l'enfermement. Quelques exemples : cet homme qui nous parle de l'arrêt du temps derrière les murs, cet autre qui ne rit plus, ou encore la recherche de l'évasion dans des paradis artificiels officiels ou officieux.

Le monde carcéral est une représentation bien sûr, mais qui dit prisonniers dit matons. Ces derniers sont largement dénoncés. Ici, la caricature pointe le bout de son nez. Heureusement, le réalisateur croque les gardes-chiourme avec toute la violence qu'eux-mêmes génèrent. Souvent, dans ce long métrage, la question de savoir qui est devant ou derrière la grille se pose. Un plan du spectacle nous l'affirme lorsque la direction du pénitencier assiste à la fête, Pierre Falardeau glisse habilement entre eux et le spectateur une invisible grille...

L'unité de lieu exacerbe l'aspect « huis-clos » du film. On aurait pu tomber dans un récit statique, mais le montage en alternances de scènes de spectacle et de scènes de préparation d'évasion donne un rythme soutenu et renforce l'attention du public ; le sujet gagne, dès lors, en gravité et en émotion.

Le Party est un film de dénonciation de l'univers qui se situe en dedans des murs. Mais surtout, il nous renvoie la misère de l'ordre régnant en prison. Seulement en prison, est-ce bien sûr ?

Salim de « Fondu au Noir »

SOUSCRIPTION

Après la parution du livre de René Berthier, *Bakounine politique*, les éditions du Monde Libertaire poursuivent leur programme de publications. Deux nouveaux ouvrages vont paraître d'ici la fin de l'année :

- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;

- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémard.

Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.

Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Font et Val au TLP-Dejazet

Jusqu'au 15 décembre, du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche 15 décembre à 15 h 30,

Patrick Font et Philippe Val vous accueillent à **Connard land**

à l'occasion de leur nouveau spectacle au TLP-Dejazet 41, bd du Temple (M^o République), 75003 Paris.

Prix des places : 135 F
Réservations au 42.74.20.50
Collectivités : 110 F
Réservations collectivités, contactez Anne Dunoyer au 48.87.97.34

Serge Utgé-Royo

Lundi 9 décembre à 20 h 30
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées), 75019 Paris.
Tél. : 42.38.22.58.
Prix des places : 80 F et 60 F

Manifeste pour un art indépendant

Rencontre-Manifeste (labels, fanzines, livres, assos...) 15 décembre 1991, 14 h - 19 h aux ateliers Récollet, 148, rue de la Fbg-Saint-Martin (M^o Gare-de-l'Est), 75010 Paris. Entrée libre.

(30 F sur place pour tenir un stand, prévoir tables, chaises...)

L'art est soumis aujourd'hui, encore plus qu'hier, aux lois de l'argent et du pouvoir. Et ce n'est pas parce qu'il existe un ministère de la culture en trompe l'œil qu'il en sera autrement, au contraire ! L'art n'est pas une plante nourrie à l'engrais des subventions, c'est un chiendent qui pousse dans les interstices de la société, sur les terrains vagues d'un imaginaire squatté par les banquiers de l'image et de la propagande publicitaire.

L'art est une chose minuscule au regard de la faim, de la misère, de l'aliénation sociale. Cependant, depuis la nuit des temps, l'art accompagne l'être humain ; il est une manière d'appréhender la réalité en faisant tout d'abord appel aux sens pour ensuite provoquer la réflexion et... l'action. L'art vivant est mouvement sinon il n'est qu'un cadavre momifié qu'on enferme dans un musée.

Nous nous déclarons donc contre un art étatique et policé par le pouvoir de l'argent. Nous affirmons notre foi en un art libre, indépendant de toute tutelle et, par extension, en une société librement organisée (au niveau des lieux de vie, de travail...), fédérée et sans État.

Nous récusons toutes les formes d'exploitation de l'homme sur lui-même et sur son environnement (fascisme, communisme, capitalisme, religion...) et nous affirmons l'urgence et le bien fondé d'une révolution sociale et culturelle pour l'établissement d'une société libertaire, contrôlée et gérée par tous et pour tous.

Collectif d'individus

NOTES DE LECTURE

« La Vraie vie est ailleurs. Histoire des ruptures avec l'Occident »

J.-M. Belorgey, éd. J.-C. Lattès

L'auteur les appelle les « transfuges » : au gré des péripéties de leur biographie et de l'Histoire, ils ont déserté une Europe trop familière à leurs yeux pour passer - avec ou sans armes et bagages - dans une culture d'emprunt, ou du moins aux lisières de l'Occident.

La primitivité indienne des Amériques, l'insularité océanienne et le nomadisme en Arabie sont les principales figures, d'esprit très différent entre elles, dont leur évasion s'est nourrie. Si le « devenir indien » renvoie, dans l'imaginaire occidental, à un puissant désir de liberté, l'Eden insulaire se combine souvent avec un fantasme de pouvoir - c'est presque d'un « devenir roi », quelque part dans un archipel du Pacifique, dont il s'agit ; le

nomadisme, enfin, trouve ses ressorts dans une exploration, teintée parfois d'aventures guerrières, parfois de mysticisme, des espaces désertiques - dégagés.

Savante, cette histoire des ruptures avec l'Occident - qui ne se réduisent évidemment pas à ces trois figures - est également vivante. Un de ses mérites est de puiser aux sources d'écrivains-voyageurs qui, s'ils n'ont pas tous été eux-mêmes des transfuges, se sont pour le moins situés hors-frontières : de Stevenson à Jack London, de Segalen à Lafcadio Hearn, de Jean Genet à Guy Hocquenghem, la liste est longue.

Certains regretteront que l'auteur n'accorde pas de place aux essais de sor-

ties collectives d'Occident qui se sont faits dans le sillage du mouvement ouvrier, comme les expériences de communes anti-autoritaires en Amérique ; et il ne fait qu'évoquer la fébrilité industrielle des saint-simoniens en Égypte. Mais cette absence n'est pas une lacune : personnages solitaires, les transfuges sont, pour la plupart, en dehors du projet social. Une de leurs motivations n'est-elle pas, selon l'auteur, d'« échapper à l'histoire » ? - fuite qui prendrait chez certains, échoués - ou parvenus - aux confins de l'Occident, la forme d'une sorte d'état de bonheur béat qui horripile un D. H. Lawrence, lequel - pourtant fortement attiré, lui aussi, hors des vertueux sentiers anglo-saxons - qualifie les transfuges de « renégats ». Mais

nombreux sont ceux, l'auteur le rappelle, à s'être engagés contre le colonialisme.

Plus fondamentalement, les transfuges expérimentent, dans la diversité de leurs chemins de traverse et de leurs travestissements culturels, une insoumission à l'identité, à l'emprise de la communauté d'origine sur l'individu, qui nous trouble et nous interpelle. Cette subversion de l'appartenance, n'est-elle pas le sens du titre de ce livre, où s'entend la formule de Rimbaud : « la vraie vie est absente » - Rimbaud dont la vie de marcheure, de Londres à Aden, a été une longue fugue hors de Charleville ?

Denis Andro

N.B. : Prix : 150 F.

NOTES DE LECTURE

« La Maline en colère »

Claude Guyonnet, éd. Rupella

Une petite maison d'édition charentaise (1) ; un forgeron des mots sans prétention aucune ; une écriture simple mais ô combien chantante ; un style alerte et haut en couleurs ; un scénario d'enfer où l'enlèvement d'un chercheur ayant réussi à manipuler génétiquement des huîtres déchaîne la tempête dans une région réputée pour être du genre calmos ; une manière de raconter les choses comme on en fait plus ; des coups de pinceaux à en-veux-tu-en-voilà qui sentent bon les marais, la mer, les embruns, les cabanes en bois, les cirés jaunes, les cuissardes... tels sont les éléments constitutifs de ce roman policier qui se dégage comme un plateau d'huîtres en période de fête. Goulument !

Est-il besoin de préciser que Claude Guyonnet et les éditions Rupella ne

sont pas et ne seront jamais « prix-goncourables » ? Pour eux, comme pour tous les petits de l'écriture et de l'édition, l'horizon régional est pratiquement indépassable. Mais ils s'en moquent. Pour l'un comme pour l'autre, le prix du roman policier de l'Académie de Saintonge décerné à ce livre suffit à leur ambition.

Et au bonheur des amateurs de romans policiers pour peu qu'ils s'affranchissent des a priori qui pèsent d'ordinaire sur un polar où le pineau des Charentes et les troquets ruisse-lants du littoral remplacent le Jack Daniels et les bouges crasseux du Bronx !

Jean-Marc Raynaud

(1) Editions Rupella, 19 avenue Fétilly, 17000 La Rochelle. Prix : 44 F.

Les choix du hallebardier



Cirque Beckett, acte sans parole un, mise en scène de Dan Demuynek. Pièce sous chapiteau se déroulant au square Séverine (M^o Porte-de-Bagnolet), 75020 Paris, depuis le 15 novembre et ceci jusqu'au 13 décembre. Jours de représentation : mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Cette pièce est jouée par la Compagnie foraine.

Polivka (Tchécoslovaquie, mais en français) au théâtre du Ranelagh, rue du Cygne 75016 Paris (M^o Ranelagh, RER Boullainvillier). Du mardi au samedi, à 21 h. Dimanche : 17 h.

Candide, de Voltaire. Mise en scène de Jean-Louis Crinon, au théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix 75003 Paris (M^o Châtelet-Halles-Rambuteau).

Le Temps et la Chambre de Botho Strauss, au théâtre de l'Odéon. Mise en scène de Patrice Chéreau. Renseignements au 43.25.70.32.

RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Vous pouvez rencontrer le groupe FA tous les samedis à 11 h au marché de Dieppe, au niveau de la place Nationale, lors de la vente du *Monde libertaire*.
Groupe FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

LE MANS
Le groupe FA organise le 6 décembre à 20 h 30, salle de la Rotonde, 4, rue d'Arcole, un débat sur l'anarchisme, le fédéralisme... Gaetano Manfredonia introduira le débat. Un cocktail sera offert par la suite, en soutien aux éditions du Monde Libertaire.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise assure une vente du *Monde libertaire* chaque vendredi de 17 h à 18 h 45 dans la rue d'Alger (place Camille-Ledau), à Toulon.
Le groupe tient, par ailleurs, une permanence le samedi de 15 h à 18 h 30 au cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello (derrière la gare), à Toulon. Pour le contacter, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer.

MARSEILLE
Le groupe Ascaso-Durruti organise une fête libertaire le 7 décembre, dans son local, situé au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul (M^{rs} Réformés-Canebière ou Cinq avenues-Longchamp). Début des festivités à 17 h. Il y aura des chansons avec Maurad et Meille, un buffet froid, une buvette, une table de presse...

PARUTIONS

AFFICHE
La FA a édité une nouvelle affiche disponible à la librairie du Monde Libertaire, « La liberté, pas la loi de la jungle ! ». Gratuite pour les groupes, liaisons et individuels de la FA, elle est sinon vendue au prix de 1 F de 1 à 49 exemplaires et de 0,50 F pour plus de 50 exemplaires.

PRESSE (NOUVEAUTE)
L'Union régionale Méditerranée est heureuse de vous annoncer la sortie du n° 1 de *Noir*. Ce premier numéro est disponible au prix de 8 F (frais de port compris). L'abonnement est de 50 F par an. Points de vente de *Noir* :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.
- ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Rigquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

TEE-SHIRTS
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille édite trois tee-shirts : « Vive l'anarchie » de Reiser, « Femmes Libres » et « Le punk ». Ces tee-shirts sont disponibles au prix de 50 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy, et à envoyer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.

PRESSE
Le groupe FA de Dijon a publié le n° 7 (novembre-décembre) de *La Mistouffe*, journal local d'information et d'expression libertaire. Prix : 5 F (port compris). Abonnement : 50 F par an (les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistouffe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

FORUM

La librairie du Monde Libertaire organise un forum avec Yves Peyraut, qui nous parlera de son livre *Radio-Libertaire, la voix sans maître*.
Ce forum se déroulera le samedi 7 décembre à partir de 16 h 30.

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M^{rs} Oberkampf), 75011 Paris.

NOTES DE LECTURE

« **The Origins of Chinese Communism** »

Arif Dirlik, Oxford University Press

SPÉCIALISTE de la Chine des années 20 de formation marxiste (1), Arif Dirlik allait faire deux découvertes en recherchant les « origines du communisme chinois » : d'abord, qu'il était d'essence foncièrement bolchevique (le marxisme n'étant que le support idéologique cache-sexe d'une méthode de prise de pouvoir) et ensuite qu'il devait beaucoup à un courant idéologique, alors dominant, l'anarchisme.

En effet, si les radicaux (2) chinois de la fin des années 1910 ont la conviction grandissante que le socialisme est la vague du futur, c'est l'anarchisme qui fournit la nouvelle conception du monde la plus largement partagée, prônant un changement social fondamental, mais pas nécessairement violent pour autant. Bien que considéré comme le « premier marxiste chinois », Li Dazhao analysait les événements du jour dans un cadre anarchiste (3), les buts de la révolution s'entendant en termes de communauté, « humanitarisme » et égalité.

Le bouillonnement né du Mouvement du 4 Mai 1919 (4), et compte tenu de l'émergence du mouvement ouvrier grandissant comme force politique va, en se radicalisant, poser la question sociale. Ses protagonistes, influencés par l'anarchisme - un anarchisme qui doit d'ailleurs être compris « non pas simplement comme une idéologie formelle mais comme une sensation, un style et même un moment socio-culturel de la vie de tous les jours » (p. 259) - pensent principalement la résoudre en s'appuyant sur de petits groupes communautaires travaillant dans le cadre des programmes « Travail-Etude » (5) et du mouvement des « Nouveaux villages » (6). Mais comme la masse de la société va demeurer indifférente, ces groupes, non reliés, en outre, organiquement entre eux, vont se disloquer et un sentiment d'échec va se faire jour.

Cette incapacité à provoquer le changement va servir le marxisme dont Dirlik trouve peu de signes en tant qu'idéologie ascendante jusqu'au début de l'année

1920. C'est en mars de cette année-là que le Komintern, avec pour contact les deux éminents intellectuels d'alors qu'étaient Li Dazhao et Chen Duxiu, organise les groupes qui vont être à l'origine du Parti communiste chinois. Avant tout, le Komintern propose une « méthode » pour faire la révolution sociale qui va répondre aux besoins immédiats de certains radicaux chinois mûrs alors pour adhérer à des groupes politiques disciplinés et homogènes. Le Parti communiste, né de ces groupes en juillet 1921, est donc perçu comme un instrument, un moyen répondant à l'attente de ceux qui estiment désormais nécessaire la mise en place d'un parti organisé nationalement, mais avec des buts restant grosso modo anarchistes (7) même si ses adhérents désavouent l'anarchisme en tant que tel, l'estimant « impraticable » (8).

La « méthode » du Komintern

Mais les débuts du Parti communiste seront difficiles, d'autant que dans le monde ouvrier les organisations corporatistes restent puissantes et qu'en ce qui concerne la « tête » révolutionnaire, le courant anarcho-syndicaliste, fort du travail organisationnel précédent de Shi Fu (9) reste dominant dans la première moitié des années 20. Lutte de classes, dictature du prolétariat et rigueur organisationnelle imposée par le Komintern : un tel corps doctrinal va en rebuter plus d'un et nombreux sont ceux qui quittent le parti en l'espace de quelques mois... ou en sont expulsés.

Cette décantation est pratiquement achevée lorsqu'il tient son deuxième congrès en juillet 1922, où il acquiert sa véritable identité de parti communiste bolchevique, modèle radicalement distinct de tout ce qui existait jusqu'alors en Chine : « La dictature du prolétariat n'a pas seulement pour objet de supprimer la bourgeoisie mais aussi de couler par la force la classe ouvrière dans un moule révolutionnaire. L'idée est sans aucun doute bolchevique, mais pas nécessairement marxiste » (p. 244).

C'est l'autoritarisme et non le marxisme qui va faire en réalité office de substrat idéologique. Le germe totalitaire est dans la place : hors du parti, point de salut.

Jean-Jacques Gandini (Montpellier)

(1) Son ouvrage de référence est *Revolution and History of Marxist Historiography in China (1919-1927)*, University of California Press, 1978.

(2) « Radical » au sens anglo-saxon, resté fidèle à l'origine du terme, à savoir « qui va à la racine des choses de façon complète et absolue ».

Pensez à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE pour connaître les programmes de Radio-Libertaire (89.4) et le sommaire du « Monde libertaire ».

(3) « Un marxiste libertaire : Li Dazhao », p. 149-158 in *Aux origines de la révolution chinoise : les anarchistes*, Jean-Jacques Gandini, Atelier de création libertaire, Lyon, 1986.

(4) Le 4 mai 1919, 3 000 étudiants pékinois manifestent pour protester contre l'attitude conciliante, confinant à la soumission, du gouvernement chinois envers la pression expansionniste japonaise. Cet incident peut être considéré comme la clé qui ouvrit la porte à une succession de grèves et de boycotts qui allaient embraser la Chine les mois suivants.

(5) A l'intérieur de chaque groupe, en plus de ses études, chaque membre travaille au moins quatre heures par jour, contribuant ainsi à un fonds commun permettant, outre l'autosuffisance, l'échange de produits et/ou de services avec les autres groupes.

(6) Expériences sur le terrain de communautés rurales au sein desquelles est supprimée toute forme de propriété privée, basées sur l'entraide qui doit permettre d'accomplir le passage de « chacun selon son travail à chacun selon ses besoins ».

(7) « A la différence de ces braves bourgeois en fin de compte que sont les réformistes, les anarchistes ne relèvent pas d'un monde différent de celui dont nous relevons, nous les marxistes, les communistes ; parce que ce sont des socialistes aussi convaincus que nous, des radicaux aussi intransigeants que nous ; parce que la dispute que nous avons avec eux est de toute évidence une dispute de famille. Et parce que nous avons pratiquement tous été des anarchistes, très consciemment ou sans le savoir, avant de passer au communisme. » P. 220 in *Mémoires de Peng Shuzi : l'envol du communisme en Chine* de Cadart et Cheng Yingxiang, Gallimard, 1983.

(8) « Le rêve anarchiste : instauration immédiate d'un régime de liberté totale pour chacun, avènement instantané ou quasi instantané d'une société sans contrainte, sans frontière, sans Etat. C'est avec regret que les plus lucides ont renoncé à poursuivre ce rêve, c'est avec tristesse qu'ils se sont résignés à revenir à la politique quand, instruits par l'expérience tout autant que par la réflexion, ils ont opté pour le communisme au début de 1920. » p. 222, *Mémoires de Peng Shuzi : l'envol du communisme en Chine*, Op. cit.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : L'Europe fasciste, La lâcheté des Douze, Editio.
- PAGE 2 : La démocratie directe
- PAGE 3 : L'Europe fasciste (suite de la « une »), Des expériences à développer, La gangrène atteint la Belgique, Associations.
- PAGE 4 : Dossier Yougoslavie... Raisons d'une guerre absurde.
- PAGE 5 : Dossier Yougoslavie (suite)... Des intellectuels de Belgique parlent, Arrêtez la mort !
- PAGE 6 : Radio-Tomate en carafe, Une réunion anti-IVG avortée ! Logement et Promotion sociale, Les nouvelles du Front.
- PAGE 7 : Ciné spécial : un monde à part ?, La Vraie vie est ailleurs. Histoire des ruptures avec l'Occident » de J.-M. Belorgey, « La Maline en colère » de Claude Guyonnet, Manifeste pour un art indépendant, Les Choix du hallebardier.
- PAGE 8 : « The Origins of Chinese Communism » de Arif Dirlik, Le dessin de la semaine, Infos FA.

